

Chers tous,

Le débat au sein des Ecoles d'Art est relancé.

Sachons reprendre langue par la voie (voix) électronique dans ce qui ici est en cause :

Nous nous sommes laissés entraîner dans un processus, où la complexité des enjeux s'est perdue en cours de route. Certains y trouvent leur compte. Pas tous. Pas nous.

## **Le compte-rendu de validation**

Pour commencer, le point de vue Lyon-Arles, qui veut rejeter l'appel de Toulouse, ne respecte pas certains faits, sur lesquels il faudrait s'accorder *a minima*. La véhémence et le caractère intempestif (non dénués d'humour, ce qui aggrave mon cas à n'en pas douter) n'ont pas été le fait de tous (et si je ne les revendique pas, je les assume), il est donc incorrect de dire qu'« un petit groupe de directeurs » aurait adopté « une attitude d'hostilité ». Parce que ceux qui ont pris la parole, l'ont fait soit à partir d'écoles signifiantes (Bordeaux, St Etienne, Cergy, etc), soit en tant que membres du bureau de l'association des Directeurs... Ensuite, il fallait être bien fermé pour ne pas entendre la rumeur sourde, ressentir le malaise, vérifier sur ses voisins la sorte de dépit qui frappait l'ensemble de l'assemblée. Les quelques réactions échangées à partir d'un document dévoilé au milieu de la présentation ne pouvaient pas être très concertées. De ce point de vue, la réaction de colère contenue de Jacques Sauvageot était à la fois symptomatique et nette.

Il demeure en effet **une consternation** devant cette présentation.

La rencontre de la semaine prochaine permettra de vérifier ce qu'il en est réellement, parmi les enseignants et les directeurs. Elle devrait permettre aussi (mais cher Emmanuel Tibloux, si tu rappelles avec pertinence l'arrière-fond métaphysique sur quoi s'appuient ce débat et ses chausse-trappes, il faut être encore plus précis dans ce qui est en jeu) de repenser les spécificités irréductibles des écoles d'art.

Le malaise du 4 mars se résume à ceci, citoyens directeurs de Lyon-Arles : **l'attente impatiente, et sans doute disproportionnée**, d'une RECONNAISSANCE de l'enseignement artistique (et donc de tout ce qu'il implique et par quoi il se distingue profondément de celui dispensé par l'Université) **a été déçue**.

En effet, s'il ne s'était agi que d'espérer la « masterisation » du DNSEP, tout le monde aurait pu se satisfaire des recommandations de l'AERES, qui ne sont pas un grand écueil. Dans notre modeste école de Chalon (comme je l'imagine ailleurs), dès le DNAP, elles sont déjà remplies : Les étudiants doivent écrire des mémoires conséquents (en tous cas plus que ceux qui m'ont été remis quand j'ai présidé un DNSEP). Cependant, les trois docteurs engagés à Chalon doivent leur recrutement non à leur diplôme mais à leur expérience dans l'art. Il nous faudra y revenir.

## **Le cas de l'AERES**

On nous parle du « courage et (et de la) tempérance (dont aurait fait preuve le) directeur de cette agence, tout autant que d'un « esprit d'ouverture, d'une capacité d'écoute et d'une réelle patience ». C'est faire fi de la situation étonnante dans laquelle se retrouve l'ensemble des Ecoles d'Art, qui, pour le moins, ont joué le jeu et, elles aussi, depuis (combien ?) quatre ans.

On aura cependant remarqué qu'à un seul moment le directeur de l'AERES, section Diplôme et Formations, s'est départi de son attitude, effectivement affable : quand il s'est agi de remettre en cause le rôle de son agence. Je redis, contrairement à ses dénégations, qu'actuellement plus d'un tiers des chercheurs universitaires sollicités par l'AERES ont refusé d'y participer. Il suffit d'aller voir sur les divers sites, blogs, débats en ligne du front uni de la résistance « Sauvons l'Université ». J'avais signalé aussi le numéro 37 de la revue CITÉS sorti la semaine dernière qui

analyse « L'idéologie de l'Evaluation » et redonne un contexte aux pratiques de ce type d'agence. Car, située entre le tristement célèbre discours du Président du 22 janvier devant les Chercheurs et le silence accablant des Médias sur la Grève Générale de l'Université, « l'attitude disons plus politique » (j'imagine qu'en dialecte lyonnais « politique » veut dire « stratégique »), que préconise Lyon-Arles, voudrait nous faire accepter des méthodes et une idéologie contestables, voire détestables.

Si les écoles d'art ont accepté le processus de Bologne qui les place dans la situation pourtant peu enviable des Universités, alors, dans le contexte actuel... **il nous faut rejoindre le front de résistance des chercheurs.** Rappelons encore que ce que les enseignants-chercheurs de l'Université récusent, ce n'est évidemment ni les processus de l'évaluation (qui font le quotidien de la recherche depuis que la recherche existe), ni une réforme profonde de leur situation, mais c'est la manière dirigiste et impensée (**sans aucune concertation, à marche forcée, et selon des critères managériaux**) que le Gouvernement a imposée.

Si les écoles d'art (avec leur lot de docteurs et les contraintes de la recherche académique) sont entraînées dans le même train que l'Université (par le processus de Bologne), alors il n'est pas « légèrement suicidaire » (comme on le suppose à Lyon) mais juste et logique « politiquement » de partager la grande colère des Universitaires qui refusent les nouvelles modalités de validation. Disons-le nettement : l'AERES pratique une bien curieuse activité : tout ce temps, toutes ces réunions où son infatigable directeur répète sans fin que les méthodes sont indiscutables, en vantant ses « viviers » d'experts, et ses méthodes d'évaluation et d'auto-évaluation, etc, etc... MAIS les expertises elles-mêmes (ce que les chercheurs universitaires mettent en cause pareillement) se font absolument sans aucun fondement ni sérieux.

**Comment valider un diplôme auquel le comité d'experts n'a pas assisté ?**

**Comment analyser ou reconnaître le processus des études artistiques en consacrant une heure au directeur, une heure aux enseignants, et « ce qui reste de temps, à voir quelques œuvres d'art » ?**

Il semble, d'ailleurs, que les discussions auront été houleuses au sein des commissions d'évaluation, et le point de vue des artistes détourné ou écarté, et il n'est pas de hasard si le directeur est venu participer aux 4 dernières visites, pour y encadrer (recadrer) les débats.

Le style, tout aussi « tempérant » que celui de l'AERES, de notre Délégation aux Arts Plastiques ne peut dissimuler en quoi elle est complice d'un processus qui aboutit à l'effet du 4 mars.

Car, pour finir, ce qu'il faut dire ici avec force au citoyen Menand, tout autant qu'à l'inspection du Ministère, concernant le discours de son évaluation : **NON, vos experts ne sont plus nos pairs, vous le dites, sans l'entendre, ils sont juste nos «EX-PAIRS».** Ce que nous attendons, dans le cadre de notre activité, pour nous-mêmes d'abord et pour les autres, artistes-enseignants et artistes-étudiants, et qui n'apparaît nulle part dans votre rapport, votre diagnostic ou vos injonctions : non pas de l'expertise, mais **de l'EXIGENCE et/ou de l'EXPÉRIENCE.**

**Que faire ?**

À partir de là, il peut se créer une scission profonde, et en ce sens (excédant l'approche lyonnaise) une opposition « politique », entre ceux qui prôneraient un refus ou une sortie du processus actuel (d'où le rappel de la stratégie gagnante des écoles allemandes qui jette une ombre un peu honteuse sur nous), et ceux qui voudraient seulement revenir sur les questions de quantité (et donc accepter l'idéologie sous-jacente qu'elle induit, en-deça de la tradition occidentale, mon cher Emmanuel...) : quotas de docteurs et nombre de signes des mémoires.

On peut aussi saisir cette occasion, effectivement, pour **repenser ce qui nous motive**.

Il n'est pas « légèrement suicidaire », ou « contre-productif » de reconnaître que **l'AERES s'inscrit dans une idéologie contestable, que ses méthodes sont discutables**, tout autant que critiquer la fuite en avant du Ministère de la Culture avec son infini train de décrets, circulaires et son syllogisme dominant (diplôme donc autonomie donc EPCC donc 250 étudiants donc regroupement d'établissements donc...). Il est juste de le dire, **pour penser à nouveau**.

Trop de réformes indispensables au sein des Ecoles d'Art, qu'aurait dû appeler l'harmonisation européenne, ont été évitées. Aucun débat n'a été engagé avec les UER d'Arts Plastiques, ni aucune leçon tirée de leur expérience-réaction (après 68) à l'Académisme des Beaux-Arts...

C'est dans cette perspective que je relève pour la relance de nos débats, tout ce qui aura échappé à l'AERES.

### **Ce que les écoles d'art inventent et qu'on ne trouve pas ailleurs (le déni de l'AERES)**

- les ateliers **des arts et des techniques**, la multi-compétence et toutes les spécificités techniques auxquelles est confrontée l'étudiant(e).
- les **expériences** que proposent les artistes-enseignant(e)s aux artistes-étudiant(e)s : les exercices, les apprentissages, les performances, les improvisations, les bricolages, les conceptualisations, les sauts dans le vide, les mises à nu, les collaborations, les voyages en solitaire, les pertes d'équilibre et les redressements...
- la **responsabilité** si particulière qu'endosse tout(e) étudiant(e), cette autorité qu'il ou elle invente progressivement et qui se fonde sur ce coup de force de la tradition : la signature de l'artiste.
- le si grand nombre **d'intervenants extérieurs** (artistes, chercheurs, penseurs, ingénieurs, techniciens, cinéastes, designers, écrivains, musiciens, architectes, etc) pour les conférences, les workshops, les séminaires, les masterclasses.
- les **stages** professionnels, les **séjours** collectifs ou les **voyages** d'études individuels, préparés et organisés au sein des études (contrairement à l'Université, où les étudiant(e)s en prennent l'initiative seul(e)s).
- les **bilans collégiaux**, et la culture si particulière dont elle participe et qu'elle invente à chaque coup, même avec les enseignants les plus calcinés, les plus rassis, et par quoi tout se dérègle et doit se repenser à chaque coup.
- **le projet qui prend forme** insensiblement, et dans le rythme qui s'impose à chaque étudiant(e) au cours des cinq ans, et effectivement sans cette différenciation réglée que réclame ou « recommande » l'Aeres. Car le travail de recherche et de création de l'artiste-étudiant n'est pas un Mémoire au sens universitaire. Et si on voulait, comme les recommandations nous y encouragent, les tenir ensemble, la rigueur de nos études respectives en serait exemptée : nous y perdriions exigence et expérience. \*

Pour être exact, tout ceci n'a pas été passé sous silence, mais listé en vrac et en incomplétude, dans un préambule, contraire à l'habitude, au rapport. Aucune articulation ne vient saisir tout ce qui lie ces points et qui fonde l'école d'art, en tant que **partage de l'expérience**. En cela, il y a un véritable DÉNI de l'école d'art, dont tous les participants à la réunion du 4 mars ont ressenti violemment l'insinuation et le caractère prévisible (comme Jacques Sauvageot l'a dit).

\* : cf. l'emanifeste sur [www.emafructidor.com](http://www.emafructidor.com)

## **Ce qui reste à penser (questions pour l'AERES, la DAP, l'ANDEA, le CNEEA, etc.)**

- Pourquoi recommander des docteurs parmi les professeurs, alors qu'on ne prend pas la peine de signaler que la détention du DNSEP pourrait être une autre condition minimale ?
- Pourquoi ne pas avoir validé le **DNAP**, seul diplôme nécessaire à la vraie finalité du système européen : c'est le seul diplôme dont la validation permettrait l'équivalence et la continuation d'études ? Car les diplômés du DNSEP et du DNAT n'ont absolument pas besoin ni envie de poursuivre des études... Cette validation a donc plombé cette harmonisation des études : Bologne, au vrai, c'est Maastricht.
- Pourquoi avoir réduit toutes les possibilités imaginables pour la structuration juridique des établissements ? Pourquoi toujours prétendre que toutes les écoles seront traitées de la même manière, ce qui n'a comme conséquence, déjà en acte, que de menacer celles qui ne pourront jamais correspondre à ces conditions progressivement imposées, sans véritable discussion (diplôme, donc autonomie, donc EPCC, donc 250 étudiants minimum, donc regroupement d'établissements donc...)
- Pourquoi n'avoir pas profité du chantier européen pour une **refonte des Options** (art, design et communication, tout autant que Design produit, espace et graphique), dont pourtant le partage est obsolète et empêche l'intégration de nouvelles orientations en phase avec l'économie, la technologie et la création ?
- Pourquoi avoir épuisé les directeurs, mais surtout les équipes d'artistes-enseignants, les coordinateurs pédagogiques, et le plus souvent parmi les acteurs les plus dynamiques ou dévoués des Ecoles d'Art pour définir un **Livret de l'Etudiant**, dont toute singularité, qui viendrait rendre compte de la spécificité, voire de l'originalité de l'école, est *in fine* bannie, écrasée sous la pression d'un seul modèle, d'une seule grille totalement bureaucratique ?
- Pourquoi forcer la mise en place des ECTS et du LMD sur un **cursus organique**, où le jugement (au sens kantien) est **permanent et collectif**, mais dans un enjeu qui se prête si peu au système de la notation et à la grille de crédits ?
- Quelle sera la cohérence d'une **sixième année**, et de la logique d'un niveau D, en regard des UER d'Arts Plastiques, où cette recherche (pour le meilleur) est déjà problématique ? Quel serait sa nécessité au niveau national, au vu du recrutement possible ?
- Si peu d'artistes émergent des écoles d'art (ce qui n'est pas anormal, tant l'artiste doit faire exception) alors que la majorité des étudiants sortent **avec une capacité de passage à l'acte, une plasticité à l'action et une responsabilité dans la création** (ce qui n'est pas rien dans le présent). Pourquoi ne pas prendre en compte les différents enjeux techniques, économiques et sociaux qui les attendent ? Le DESIGN est sans doute une des réponses à cette question, mais sa détermination obligerait à de radicales transformations des écoles actuelles.
- Qu'en est-il des **enjeux des MÉDIA numériques**, pragmatiquement pratiqués, mais sans refonte des plateformes pédagogiques ? Les écoles ne peuvent plus faire cohabiter des options dans la manière molle actuelle, mais elles doivent au contraire resituer les nécessités respectives des enseignements techniques, académiques et artistiques.
- Quant à la **question économique**, comme toujours, elle reste à la porte du Ministère de la Culture pour revenir à la charge comme la surdétermination majeure pour les porteurs financiers des territoires... (ou comme idéologie à peine dissimulée dans la rhétorique de l'AERES, ce qui nous ramène au début de notre histoire)

Bien à vous,

Dominique Pasqualini (ema | fructidor, Chalon-sur-Saône, 17.03.09)